

Coordination rurale : « Non à la HVE, non à l'assurance récolte obligatoire ! »

08/09/2021 | Arnaud Carpon • Terre-net Média

C'est sur son stand d'Innov-agri – premier grand salon agricole de la rentrée depuis la pandémie de Covid-19 – que la Coordination rurale a fait sa « rentrée ». Une rentrée placée sous le même crédo – « des prix rémunérateurs » – et des sources de mécontentement : la réforme du dispositif assurantiel et la promotion de la « haute valeur environnementale » des exploitations.



Bernard Lannes
et Damien
Brunelle,
respectivement
présidents de
la Coordination
rurale et de
France grandes
cultures,
mercredi 8
septembre à
Innov-agri.
(©Terre-net
Média)

« L'État et la FNSEA veulent nous l'imposer et la rendre obligatoire. **Cela va coûter un fric de dingue** et, vous verrez, ça ne marchera pas ! » Bernard Lannes, président de la Coordination rurale, et Damien Brunelle, président de France Grandes cultures, ont fustigé les avancées du **projet de refonte de l'assurance récolte**, suite au rapport du député Frédéric Descrozaille présenté en avril dernier.

La Coordination rurale et sa branche « grandes cultures » s'opposent fermement à l'idée de rendre l'assurance récolte obligatoire. « L'assurance récolte doit rester un outil, parmi d'autres, pour **gérer les risques climatiques** sur son exploitation. Un outil qui doit être choisi ou non par les agriculteurs. »

Ils dénoncent surtout la refonte du financement du dispositif. « Les assureurs vont réussir à faire payer les producteurs une fois de plus. Après la prime d'assurance, il faudrait encore payer une taxe sur l'ensemble des assurances agricoles pour financer le dispositif ? C'est non ! » Le syndicat milite d'ailleurs pour un « système de calamités agricoles réabondé par l'État ».

La HVE, « c'est une grosse arnaque »

Autre source de mécontentement pour le syndicat : la promotion de la HVE au rang des certifications éligibles au dispositif des écorégimes de la Pac. « La voie HVE, c'est une grosse arnaque », a résumé Damien Brunelle. « Pour nous, l'accès au plus haut niveau des écorégimes doit rester la certification bio. Car le label bio, le consommateur sait ce que c'est. D'ailleurs, toutes les associations de consommateurs, lors des ateliers des États généraux de l'alimentation, s'étaient opposés à la « haute valeur environnementale ».

Pour le reste de la réforme de la Pac et du plan stratégique national, la Coordination rurale s'affiche néanmoins « soulagée ». « Le plan stratégique retient bien le droit à l'erreur, la conditionnalité sociale, la transparence des Gaec et le maintien de l'enveloppe ICHN. » « Ce n'est pas la Pac idéale, celle qu'on défend depuis l'origine de la CR, mais cette Pac préserve globalement les équilibres existants », a expliqué Bernard Lannes.

Lire aussi : [Changement climatique - Après une année climatique sans précédent, l'APCA élabore son plan d'action](#)